



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 802 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE la richesse de Saint-Élie-de-Caxton repose sur son capital humain et que celui-ci est malmené depuis l'entrée en poste du maire actuel, comme en témoignent notamment la démission de deux conseillers et de quatre employés municipaux, l'absence prolongée de sept de ceux-ci pour épuisement professionnel, soit près de la moitié des effectifs, et le désengagement de nombreux bénévoles;

CONSIDÉRANT QU'en 2010, le dynamisme de Saint-Élie-de-Caxton se voyait récompensé par un Grand prix de la ruralité, décerné par le ministère des Affaires municipales, mais que depuis l'entrée en poste du maire actuel, l'attention est plutôt dirigée vers elle pour les ratés qui la secouent, notamment en termes de sécurité civile, de gestion de ressources humaines, de services à la population et de perspectives de développement;

CONSIDÉRANT QUE la préservation des acquis de Saint-Élie-de-Caxton et que les défis auxquels elle fait face pour son développement à court et à long termes nécessitent une direction forte, exercée par une autorité compétente, et que celle-ci doit valoriser les initiatives citoyennes, l'expertise des employés municipaux et la longue tradition démocratique qui anime sa population;

CONSIDÉRANT QU'il en va de la bonne conduite des affaires publiques et de la sauvegarde des perspectives de développement de toute une communauté;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons l'intervention immédiate de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation afin que la fin du mandat du maire actuel de Saint-Élie-de-Caxton, s'il ne peut être relevé de ses fonctions, se fasse sous la supervision du Ministère.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Isabelle Melançon, députée de Verdun

12 novembre 2019

Date de signature de l'extrait